

# ÉTALEMENT URBAIN « LA PENTE LA PLUS DOUCE »

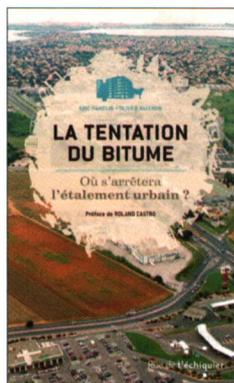
Tous les sept ans, l'équivalent d'un département est urbanisé. La ville grignote et s'étale. **ÉRIC HAMELIN**, sociologue urbaniste, et **OLIVIER RAZEMON**, journaliste, décrivent et analysent ce processus dans leur livre « La Tentation du bitume ».

Propos recueillis par **Olivier Delahaye**



## Quelles conséquences peut-on imputer à l'étalement urbain ?

Elles sont nombreuses, mais un phénomène a beaucoup évolué depuis dix ans : la galère du périurbain, qui s'accompagne d'un sentiment de relégation chez les habitants des zones pavillonnaires. C'est un rêve déçu. Un logement spacieux et un grand jardin autour, cela s'est révélé un miroir aux alouettes. Les gens pensaient gagner en qualité de vie et au final ils se retrouvent avec deux voitures, deux pleins d'essence à payer, à multiplier les déplacements pour tout et n'importe quoi et à avoir pour tout horizon leur trajet domicile-travail. Au final même, l'accumulation de ces déplacements fait que les embouteillages sont partout, y compris dans des villes de 15 000 habitants.



## Pourquoi la ville s'étale à ce point ? Est-ce un manque de moyens ? Une paresse d'urbanistes ?

C'est la pente la plus douce. On répète ce que l'on sait faire, on opte pour le moins cher à court terme, oubliant généralement de calculer au-delà. C'est facile d'étaler des linéaires de bitume pour construire des hangars ou des maisonnettes sur des terres agricoles déjà défrichées. C'est un peu plus compliqué de réfléchir, de planifier l'emplacement des entreprises, d'organiser l'espace dans une zone déjà urbanisée, et cela coûte un peu plus cher. Il y a aussi l'envie des élus locaux de développer leurs communes, parfois avec un peu de folie des grandeurs. Il y a la concurrence territoriale pour attirer des entreprises en leur bradant des terrains tout en fai-

sant payer à la collectivité les aménagements nécessaires à cette implantation. Il y a aussi notre mode de vie porté sur une consommation instantanée et qui réclame beaucoup de commerces et d'entrepôts pour y répondre.

## L'étalement urbain, ce n'est donc pas que du pavillonnaire ?

Non. Si l'on regarde les chiffres du ministère de l'Agriculture, l'habitat est responsable de l'artificialisation de 47 % des surfaces agricoles et naturelles en France. Le reste, c'est de l'activité économique et commerciale, des infrastructures, de la voirie, des parkings. Les zones d'activité sont très à la mode chez les collectivités. Mais l'habitat est plus visible, donc plus stigmatisé. Il poursuit néanmoins une logique d'étalement. Et là aussi

la concurrence territoriale joue avec des prix parfois très bradés, à 60 ou 70 euros le mètre carré pour faire venir des promoteurs. Ce qui fait qu'aujourd'hui ce sont les villes moyennes ou les petites communes en périphérie des grandes villes qui produisent le plus d'étalement en se lançant dans une concurrence effrénée.

## L'Île-de-France connaît-elle une spécificité en la matière ?

Le phénomène est à la fois plus massif et plus lent. Le terrain coûte plus cher donc on fait un peu plus attention. Mais cela se poursuit, avec des logiques parfois discutables. Deux exemples. Le premier à Montereau, où le maire veut créer un parc de loisirs « Napoléon ». Au nom de l'emploi, de l'économie et du tourisme, on va à nou-

veau retourner de la terre briarde. Mais en termes de tourisme, le même résultat pourrait être obtenu en rénovant les rues, en attirant des commerces, en organisant des chemins de promenade au bord de l'Yonne... Bref, de manière plus banale et moins spectaculaire. Mais cela prend plus de temps pour se faire connaître, on peut moins inaugurer, et on ne sait pas si on sera encore maire dans dix ans lorsque cela aura produit son effet. Le second exemple, c'est le projet Europa City du triangle de Gonesse, qui s'ébauche dans une logique de spécialisation des territoires qui a provoqué des catastrophes dans les années 1970 et qui revient à privatiser ce territoire. Ce n'est pas juste de l'espace consommé, c'est aussi de l'espace clôturé et c'est finalement une rupture de la ville.

## L'Île-de-France est urbanisée à 20 % environ, 45 % du territoire est occupé par l'agriculture et 23 % par des forêts. Ne dramatise-t-on pas le phénomène de l'étalement ?

Ce n'est pas un problème de chiffres, c'est un problème de gaspillage d'espaces. 20 % d'espaces artificialisés, c'est largement suffisant pour y faire de la ville. Prenez les 50 km<sup>2</sup> de parkings franciliens, on pourrait y loger des millions de personnes ! Bien sûr, c'est une boutade, mais si on réfléchit aux surfaces déjà urbanisées, on a largement de quoi construire des logements. N'a-t-on pas les moyens de restructurer tout ce stock d'étalement historique ? De plus, la problématique n'est pas juste celle des espaces naturels, mais de savoir de quelle manière on vit sur ce territoire, quelle forme de ville on fait pour réduire ces déplacements incessants qui ont un impact sur les modes de vie, l'organisation sociale, l'environnement, les ressources énergétiques, etc. ♦